

Brest, ses ambitions maritimes et portuaires

Les enjeux stratégiques de l'océan Atlantique

Olivier Lebas

Vice-amiral d'escadre
Préfet maritime de l'Atlantique

Appréhendée depuis quelques années par nos chefs militaires, la conflictualité revient aujourd'hui avec force sur la scène internationale. L'année 2022, à cet égard, aura été une année de choc. La violence du cycle géopolitique mondial s'est exacerbée, et avec elle l'accélération du tempo stratégique à laquelle elle contribue. Autrefois comptés en décennies, les intervalles entre chaque crise le sont en effet désormais en années, voire en mois, au point que l'on parle aujourd'hui de « conflictualité permanente ».

La terrible guerre en Ukraine illustre, en particulier, d'une certaine manière, la fin des grandes prophéties qui ont suivi la chute du mur. Que n'entendait-on : « l'interdépendance économique empêche la guerre » ; « le libéralisme économique entraîne la démocratie » ; « l'exemplarité du désarmement produit un effet d'entraînement »... Voici démenties sous nos yeux toutes ces théories de la fin de l'Histoire : notre monde est plus compétitif que jamais, plus brutal, plus incertain et plus imprédictible. Bien malin qui peut prévoir ce que nous réserve l'avenir à court terme. D'aucuns sont tentés de voir dans ce tohu-bohu un retour simple à la guerre froide. De fait, certains réflexes resurgissent, certaines manœuvres que l'on aurait volontiers jetées avec l'eau du bain des pseudo « dividendes de la paix » semblent renaître. On aurait tort. Les intentions, les belligérants, les méthodes, les équipements, les tactiques et les perspectives ont radicalement évolué.

Ainsi en est-il en particulier en Atlantique, frontière naturelle à la fois entre les grandes puissances et entre les deux hémisphères. Vaste espace incluant notamment des zones stratégiques tels que l'océan Arctique, la mer du Nord, la mer Baltique et la mer de Norvège, mais aussi le Golfe de Guinée, elle cristallise les plus grands enjeux.

de la Mer



À commencer par celui de la dissuasion nucléaire.

Rappelons-le en effet, quatre des cinq pays dotés y ont établi leur base de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE). Ici s'observent mutuellement, se côtoient et se diluent ces sous-marins considérés comme les engins les plus perfectionnés du monde, à la fois centrales nucléaires, villes autonomes sous-marines et centres spatiaux porteurs de l'arme ultime. Ici se joue la partie d'échec qui empêche le pire. Pour la France, c'est de l'Île Longue, face à Brest, qu'ils appareillent. Or, durant toutes ces décennies, les technologies se sont renouvelées, les portées se sont allongées, les sous-marins se sont faits plus silencieux que la mer. La Russie, pour ne parler que d'elle, a modernisé sa flotte, accéléré le rythme de production des sous-marins – elle en construit aujourd'hui un par an – relancé les appareillages et étendu ses rayons d'actions. L'activité sous-marine russe fait donc l'objet de toutes nos attentions, seuls ou en coalition.

La France, en termes de détection sous-marine, a depuis longtemps une expertise reconnue. Mais elle s'illustre aujourd'hui tous les jours, avec ses frégates multi-missions, ses hélicoptères Caïman, ses avions de patrouille maritime Atlantique II rénovés et ses sous-marins d'attaque avec un niveau tactique réellement exceptionnel qui ne laisse de surprendre. Le centre opérationnel basé à Brest est en contact quotidien avec les différents alliés pour partager le renseignement et répartir les tâches. Au-delà de la protection et de l'entraînement de nos SNLE dans nos eaux, nos moyens navals sont ainsi déployés dans le Nord,

précurseur, afin de gagner la profondeur stratégique indispensable à la manœuvre de nos SNLE.

Le compétiteur russe défie également les pays alliés dans le domaine informationnel. Dotées de missiles parfois hyper-véloces, les frégates russes utilisent par exemple la liberté des mers pour se rapprocher des côtes occidentales, envoyer des signaux de menaces

potentielles, appuyées par des déclarations cherchant à diviser les européens. Des avions à longs rayons d'action complètent parfois ces démonstrations de force. Dès lors que de tels moyens s'approchent de nos côtes, un dispositif aéronaval français est dépêché pour marquer nos zones et apporter une réponse ferme en appui des intentions politiques.

Mais l'Atlantique nord, c'est aussi le théâtre des flux vitaux de notre pays.

Flux commerciaux, tout d'abord, qui rappelons-le, constituent 95% des biens que nous échangeons¹ et qui ont connu durant ces 20 dernières années une augmentation constante en volume. Ce sont ainsi 130 navires de commerce, dont certains porte-conteneurs d'une capacité d'emport proche de 24 000 EVP,

1. Chiffres clefs 2021 du Cluster Maritime Français



DR

Patrouille d'un SNLE en rade de Brest, en 2011

qui embouquent le rail d'Ouessant chaque jour. La préfecture maritime de l'Atlantique en sait quelque chose, qui coordonne plus de 5 600 interventions de sauvetage ou d'assistance² par an. Durant les dernières décennies, des progrès très importants ont été réalisés en matière de protection contre les pollutions et de prévention des naufrages. Mais la vigilance reste de mise. Près de 20 fois par an, le dispositif ORSEC maritime est sollicité pour intervenir et mettre hors de danger des navires à gros tonnage.

Flux électroniques, ensuite, avec le passage des câbles sous-marins qui transportent la quasi-totalité de nos données échangées : 99% de nos flux internet passent sous les mers dont une grande majorité en Atlantique et des coupures, dont certaines manifestement intentionnelles, ont d'ores et déjà été observées. Face à cette menace émergente, le ministère des armées a publié en février 2022 une nouvelle stratégie interministérielle sur la maîtrise des fonds marins, afin de surveiller et protéger ces nouvelles artères. Il s'agit désormais d'acquiescer les moyens de la mettre en œuvre et de décliner cette stratégie en tactique. Les expérimentations vont bon train en mer d'Iroise en la matière.

Flux énergétiques, enfin. L'explosion du gazoduc de Nord Stream le 26 septembre dernier, en pleine tension énergétique, a révélé la fragilité de ce talon d'Achille européen. À l'aube d'une crise énergétique annoncée par certains analystes comme majeure en 2024, la Marine se penche sur cette nouvelle guerre sournoise, anonyme, menée pour contourner les seuils de réponses militaires. Nos approvisionnements pétroliers et gaziers viennent du golfe Arabo-Persique, de Méditerranée, du golfe de Guinée et de la mer de Norvège. Ils empruntent les détroits, circulent dans nos rails maritimes et aboutissent dans nos ports. Il s'agit d'apporter une réponse de sécurisation à ces flux, afin qu'à la crise économique ne s'ajoute pas une crise sécuritaire.

L'océan glacial Arctique n'est pas épargné par ce retour de démonstration de puissance. À la fois témoin et victime du réchauffement climatique, cette étendue d'eau et de glace tend à devenir de plus en plus navigable, aiguisant les appétits. La Russie voit son pré carré s'ouvrir, libérant un accès autrefois impossible aux côtes nord du pays, à ses bases sous-marines, et aux ressources hydrocarbures qui s'y trouvent. On estime en effet que la zone hébergerait respectivement 13% et 30% des ressources de pétrole et de gaz naturel. La Russie a depuis longtemps anticipé cette tendance avec la stratégie publiée par M. Poutine en 2013, aujourd'hui déclinée par la construction de bases tout au long de la route du Nord-Est avec des prétentions de souveraineté contestables sur le plan international. La Chine, bien que non côtière, s'invite elle-aussi dans la zone après avoir lancé un programme de puissants brise-glaces. Les pays alliés se mobilisent également face à ces enjeux, à commencer par les États-Unis qui viennent de créer un nouvel État-major dédié au commandement des forces en Arctique.

2. *Bilan des Cross Etel et Corsen pour 2021.*



La Marine nationale s'intéresse donc de près à cette zone, en coopération avec ses alliés. Il s'agit d'en connaître les caractéristiques, de savoir naviguer dans les eaux froides peuplées d'iceberg, aux météos sévères, hors couvertures GPS et radio, d'autant que le tourisme français s'y développe. Il est surtout nécessaire d'afficher un front uni, européen et OTAN, ici comme ailleurs. Outre le patrouilleur *Fulmar*, basé à Saint-Pierre-et-Miquelon, des bâtiments de la Marine en provenance de Brest sont régulièrement déployés dans la zone et continueront de l'être davantage au gré des évolutions polaires. Il faut en être.



Retour du SNLE, rade de Brest, le 5 juillet 2017

Mais la liberté des mers n'intéresse pas que les États. L'océan Atlantique, par les connexions qu'il permet entre Amériques et Europe ou Afrique, est également fréquenté par les voyous des mers. En Atlantique Sud, si la piraterie est aujourd'hui relativement maîtrisée dans le golfe de Guinée, le flux de cocaïne en provenance d'Amérique latine augmente quant à lui d'année en année en direction de l'Afrique, en transit vers l'Europe. Il gangrène les populations des pays traversés au passage, favorisant ainsi leur instabilité. La France participe, aux côtés

de ses partenaires africains mais aussi européens et américains, à la lutte contre ce fléau. Des saisies se comptant en tonnes sont effectuées de façon régulière. Les eaux africaines sont par ailleurs l'objet d'un pillage de très grande ampleur de la ressource halieutique, pourtant vitale à la survie des populations de la côte. Cet assèchement alimentaire tourne les pêcheurs vers des activités illicites voire criminelles. Là encore, la marine française prête son concours aux initiatives africaines et européennes de lutte contre la pêche illicite, non déclarée ou non réglementée.

Ainsi se déclinent les enjeux stratégiques en Atlantique. Il serait cependant vain de ne considérer la défense de nos intérêts qu'avec le seul emploi des moyens militaires. Le général de Gaulle avait conceptualisé dès 1959 le principe de défense globale, il est aujourd'hui plus que jamais d'actualité. La multiplication des drones dans les différents espaces, la menace cybernétique, la guerre informationnelle, la contestation du droit international ou la politique du fait accompli sont autant de tendances qui exigent de faire monter l'ensemble de la Nation dans la barque de notre défense. Administrations, associations, professionnels ou simples usagers de la mer ont chacun leur rôle à jouer dans la vigilance à maintenir face aux poussées prédatrices plus ou moins affichées de nos compétiteurs stratégiques. C'est vrai sur l'ensemble du territoire mais ça l'est d'autant plus en mer, au large de nos côtes et en Atlantique nord où l'immensité des espaces rassemble les plus grands enjeux de notre avenir.